

# 50 ans de performance économique au Québec

Pierre Fortin se penche sur un demi-siècle d'évolution économique au Québec. Son constat ? L'emploi a fini par décoller ; reste à la productivité et aux salaires à faire de même.

Pierre Fortin 6 avril 2018 | L'actualité

Pour mieux voir où l'on doit aller, il faut d'abord comprendre d'où l'on vient. Il est utile de faire le point de temps à autre sur la performance économique du Québec dans le temps et dans l'espace.

La mesure de performance économique globale que je vais utiliser à cette fin est le produit intérieur brut (PIB) par habitant de 15 à 64 ans (en dollars constants). Les 15 à 64 ans forment le principal bassin de recrutement des travailleurs qui réalisent le PIB. Au Québec, 96 % de tous les travailleurs en font partie. Les enfants de 14 ans ou moins et les personnes de 65 ans ou plus, qui ont accès aux fruits de la production, mais y contribuent peu, en sont exclus.

On voit souvent utiliser le PIB par habitant de tous les âges pour étudier la performance économique. Cette statistique, qui se rapproche du « niveau de vie », est une mesure de bien-être légitime, mais elle combine des éléments démographiques avec les facteurs proprement économiques. S'en tenir au PIB par habitant de 15 à 64 ans permet d'éviter la confusion entre économie et démographie.

## La performance économique dans le temps et dans l'espace

Dans le temps, je remonterai à la fin des années 1960, soit au seuil du quart de siècle très « spécial » de 1970 à 1995. Au Québec, cette période fut marquée par des relations de travail très difficiles dans le secteur public, la corruption et la violence dans la construction, le gigantesque projet de construction du barrage LG-2 à la Baie-James, trois référendums constitutionnels, et les deux récessions les plus profondes depuis la Grande Dépression des années 1930. On en est finalement sorti avec la reprise économique longtemps attendue de 1996 à 2000. Comme ces événements historiques ont pu masquer la vraie tendance longue de l'économie, il importe de faire commencer l'analyse du long terme québécois avant la période de 1970 à 1995. Je vais évidemment compléter mon examen de la performance en m'intéressant aux 10 dernières années, plus proches du temps présent, et déterminantes pour l'avenir.

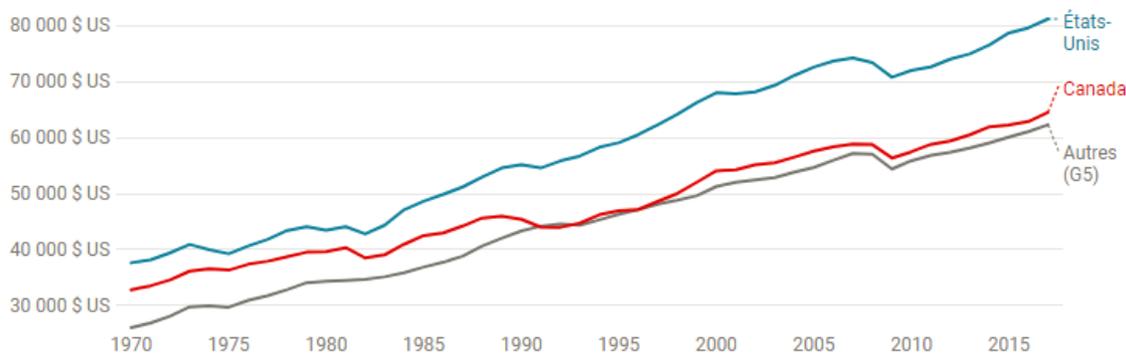
Dans l'espace, on se comprend mieux quand on se compare. Je vais comparer la performance économique du Québec à celles de l'Ontario et des États-Unis, nos voisins et principaux partenaires économiques et financiers, ainsi qu'à celle de l'ensemble des cinq autres pays du G7, soit le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie, qu'on peut appeler le G5. La simplicité de la présentation sera bien servie par le fait que ces grands pays sont peu nombreux, mais engendrent néanmoins les trois quarts du PIB global des pays avancés de la planète. Cela permettra d'éviter une macédoine de chiffres.

## La tendance à long terme dans les pays du G7

Le graphique 1 trace l'évolution du PIB par habitant de 15 à 64 ans aux États-Unis, au Canada et dans le G5 au cours des cinq dernières décennies. Il fait ressortir trois grandes tendances. La première est que la performance économique américaine est demeurée outrageusement dominante pendant toute la période de 1970 à 2017. Les États-Unis ont été et demeurent encore le leader technologique mondial incontesté. Leur principale difficulté n'a pas été la performance économique globale, mais l'inégalité de répartition du revenu qui l'a accompagnée. Leur énorme avance aboutit surtout dans les poches des 5 % les plus riches de leur société. Le revenu moyen des 95 % les moins riches des Américains est en fait inférieur au revenu moyen des 95 % les moins riches des Canadiens.

### Graphique 1

Évolution du PIB par habitant de 15 à 64 ans aux États-Unis, au Canada et dans les cinq autres pays du G7 de 1970 à 2017 (en \$ US constants de 2010 à pouvoir d'achat identique dans les trois régions)



La donnée pour les cinq autres pays du G7 (Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie) pondère chacun selon sa taille.

Chart: Pierre Fortin • Source: OCDE • Created with Datawrapper

La deuxième tendance révélée par ce graphique est que l'infériorité initiale du Canada par rapport aux États-Unis, de 13 % en 1970, n'a pas disparu, mais s'est au contraire creusée encore plus à partir du milieu des années 1980. Elle atteignait le double, soit 26 %, en 2017. La performance économique du Canada depuis 30 ans est inquiétante. Elle a fait l'objet de recherches intensives qui ont

mis en lumière une multitude de causes possibles : défaut d'investissement des entreprises, faiblesse relative des entreprises technologiques, chute de la recherche-développement, petite taille des entreprises et du marché intérieur, diffusion trop lente des innovations, ralentissement dans des secteurs particuliers (pétrolier, minier, forestier, manufacturier, financier), etc.

Il importe de noter que cette baisse de performance comparée concerne l'économie canadienne dans son ensemble. L'Ontario et le Québec, qui en forment 60 %, ont forcément été affectés, mais c'est une erreur de croire que le problème est seulement ontarien ou seulement québécois; il est pancanadien. La seule revue *International Productivity Monitor* ([ici](#)) a notamment publié 86 articles de fond depuis 2000 sur ce qu'il est convenu d'appeler « le problème canadien ».

La troisième tendance observable est que, cumulativement de 1970 à 2017, la croissance a été plus rapide dans les pays du G5 qu'au Canada et aux États-Unis. Par rapport au Canada, leur retard initial de 21 % a fondu à 3 % en 2017. Par rapport aux États-Unis, leur désavantage de 31 % en 1970 a été réduit à 23 % en 2017. Il faut comprendre qu'au départ, en 1970, les économies japonaise et européennes – le G5 – accusaient encore un retard important 25 ans après avoir été détruites par la Seconde Guerre mondiale. Leur trajectoire sur le graphique illustre le principe que la croissance vient plus aisément quand on tire de l'arrière sur le leader, parce qu'imiter est plus facile qu'innover.

## **La tendance à long terme en Ontario et au Québec**

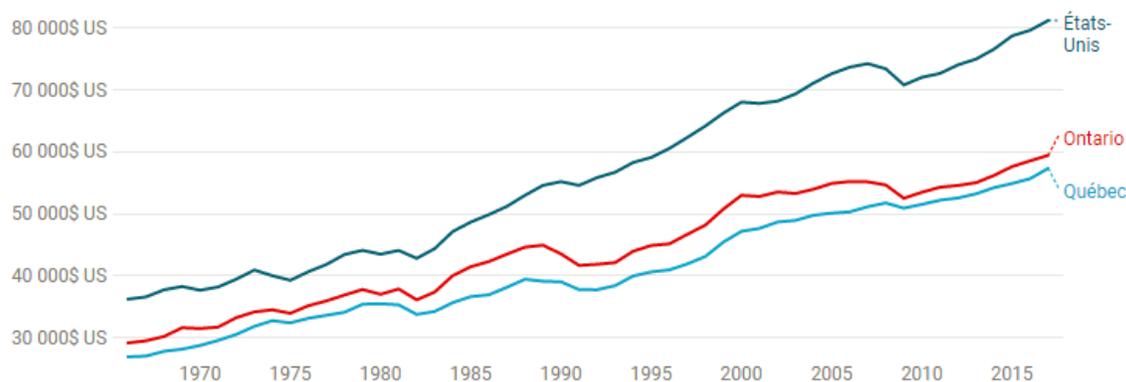
Comment les économies ontarienne et québécoise ont-elles évolué pendant ce temps ? Le graphique 2 permet de répondre à cette question en comparant l'évolution de leur PIB par habitant de 15 à 64 ans à celui des États-Unis à partir de 1966. On voit bien, premièrement, que la performance des deux provinces canadiennes relativement aux États-Unis s'est affaiblie depuis 30 ans. Cela correspond à la tendance d'ensemble pour le Canada rapportée au graphique 1. Au final, en 2017, l'Ontario accusait un retard de 27 %, et le Québec de 29 %, sur le voisin du sud. On peut aussi constater, en comparant les performances du Québec et de l'Ontario (graphique 2) à celle du Canada entier (graphique 1), que les deux provinces centrales du Canada ont moins bien fait que l'ensemble du pays. Ce sont les provinces pétrolières et gazières d'Alberta et, plus récemment, de Saskatchewan et de Terre-Neuve qui ont porté la performance canadienne.

Deuxièmement, le PIB par habitant de 15 à 64 ans du Québec est resté inférieur à celui de l'Ontario pendant la totalité des 51 années, mais les deux trajectoires n'ont pas été exactement parallèles. Depuis 30 ans, le Québec a gagné du terrain. Son désavantage sur l'Ontario s'était bel et bien accru à la suite des tribulations des années 1970 à 1985. Il atteignait 13 % dans la seconde moitié des

années 1980. Mais il s'est atténué par la suite jusqu'à ne plus représenter que 3,5 % en 2017.

## Graphique 2

Évolution du PIB par habitant de 15 à 64 ans aux États-Unis, en Ontario et au Québec de 1966 à 2017



en \$ US constants de 2010 à pouvoir d'achat identique dans les trois régions

Chart: Pierre Fortin • Source: OCDE, US Bureau of Economics Analysis, ministères des Finances de l'Ontario et du Québec, Statistique Canada • Created with Datawrapper

On voit tout d'abord se confirmer qu'en 1970-2007:

- la croissance cumulée des PIB par habitant de 15 à 64 ans des deux provinces canadiennes a été à peu près la même ;
- la performance des États-Unis a permis à ce pays d'accroître son avantage sur le Canada ;
- la croissance des pays du G5 a été supérieure à celle de l'Amérique du Nord, de sorte que leur retard initial a été effacé par rapport au Canada et réduit quelque peu par rapport aux États-Unis.

Le même graphique montre ensuite qu'au cours des 10 dernières années (2007-2017) le comportement des quatre régions a été fort différent de celui observé en moyenne dans les quatre décennies précédentes (1970-2007):

- elles ont toutes les quatre enregistré des performances nettement moins glorieuses;
- la croissance a mieux résisté au Québec depuis 10 ans;
- elle a été plus rapide qu'en Ontario, aux États-Unis et dans le G5.

Le retard de performance du Québec sur les trois autres régions s'est donc atténué plutôt que de s'accroître.

### Graphique 3

Taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant de 15 à 64 ans au Québec, en Ontario, aux États-Unis et dans les cinq autres pays du G7 au cours des périodes 1970-2007 et 2007-2017

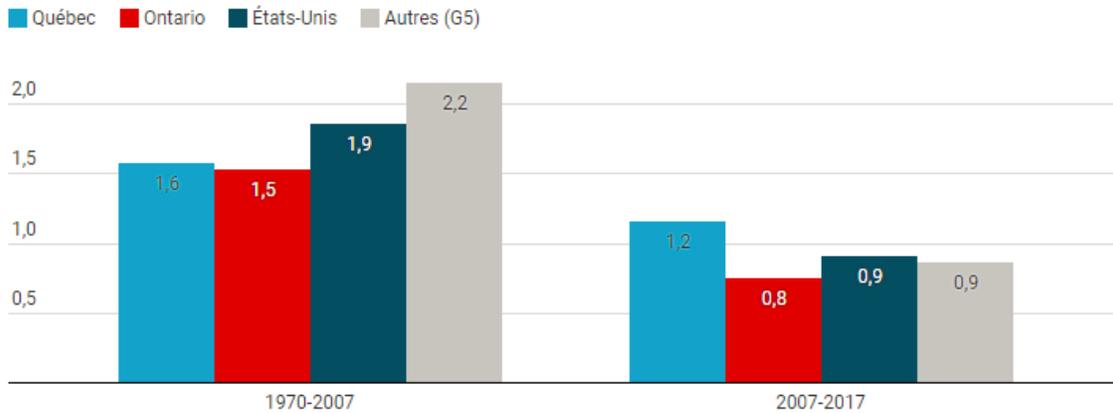


Chart: Pierre Fortin • Source: OCDEm Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec • Created with Datawrapper

## L'ascension fulgurante du taux d'emploi au Québec depuis vingt ans

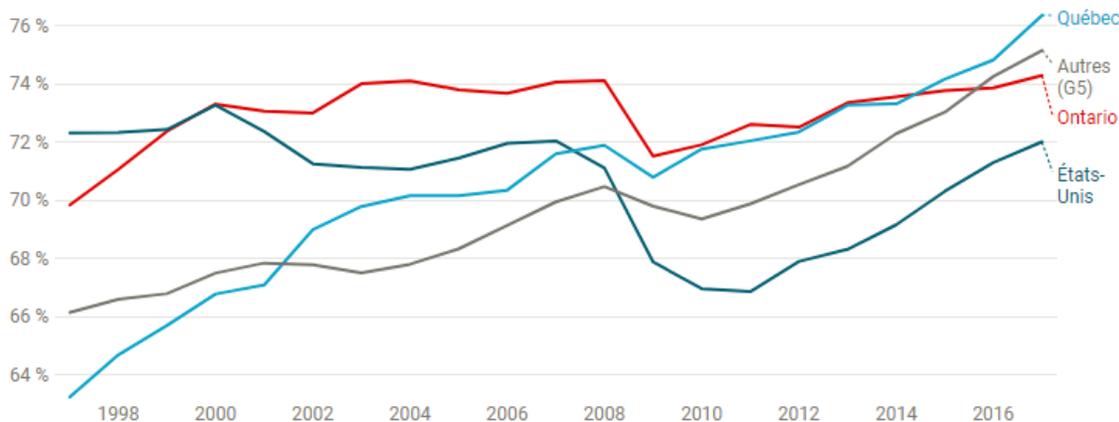
Si le Québec a pu afficher une croissance de son PIB par habitant de 15 à 64 ans meilleure qu'en Ontario, aux États-Unis ou dans le G5 dans les années récentes, c'est principalement parce que son taux d'emploi a connu une ascension fulgurante depuis 20 ans. Comme le montre le graphique 4, il y a seulement 20 ans, en 1997, le taux d'emploi du Québec végétait loin derrière les taux des trois autres régions, à 63 %. Deux décennies plus tard, en 2017, il les devançait tous les trois, à 76 %.

Pour être juste, il faut tout de même observer que la moyenne du G5 cache le fait que, relativement à celui du Québec en 2017, le taux d'emploi était plus élevé au Japon et en Allemagne, le même au Royaume-Uni, et moins élevé en France et en Italie.

Il n'y a pas de mystère ici. Les mesures de conciliation travail-famille du Québec (garderies à tarif réduit et congés parentaux étendus surtout) ont fortement encouragé la participation des jeunes Québécoises au marché du travail. Leur taux d'activité occupe maintenant le sommet mondial. De plus, comme on peut constater au graphique 4, l'économie du Québec a moins souffert de la récession de 2009 que la plupart des autres économies avancées. C'est grâce notamment au Plan d'infrastructures provincial lancé par la ministre Monique Jérôme-Forget au moment idéal en 2007.

## Graphique 4

Évolution du taux d'emploi au Québec, en Ontario, aux États-Unis et dans les cinq autres pays du G7 de 1997 à 2017



Emploi des 15 ans ou plus en % de la population de 15 à 64 ans

Chart: Pierre Fortin • Source: OCDE • Created with Datawrapper

## Le lien étroit entre salaires et productivité

Faire en sorte que plus de personnes puissent travailler parmi celles qui sont dans les âges actifs est une source de croissance économique, mais ce n'est pas la seule. Faire en sorte que ces personnes produisent plus en moins d'heures de travail, c'est-à-dire augmenter la « productivité », en est une autre. La façon stupide d'y arriver est d'accélérer les cadences de production en poussant les employés à travailler plus vite et plus fort. Le cinéaste britannique Charles Chaplin a stigmatisé avec humour cette manière de faire dans son film célèbre de 1936 intitulé *Les temps modernes*. La façon intelligente d'y parvenir est d'équiper une main-d'œuvre bien formée avec des outils capables de canaliser les innovations en matière de technologie et d'organisation du travail vers des fins productives.

Rarement souligné dans les débats d'opinion est le lien intime qui existe entre la croissance de la productivité (PIB par heure travaillée) et celle des salaires. Productivité faible ou élevée entraîne salaires faibles ou élevés. Malheureusement, ce lien est généralement mal perçu. Une hausse ou une baisse de l'emploi rejoint directement les préoccupations de tous, parce que c'est concret. Par contre, une hausse ou une baisse de la productivité est généralement accueillie avec indifférence, parce que c'est abstrait. Le lien avec une hausse ou une baisse des salaires a beau être ce qu'il y a de plus étroit, il échappe à la perception immédiate. Mais il est réel, et fondamental.

## **La faiblesse de la productivité au Québec depuis dix ans**

Le côté faible de la performance économique récente du Québec est que, contrairement à la progression du taux d'emploi, les gains de productivité n'ont pas été fameux. Le PIB par heure travaillée a marqué le pas. Sa hausse cumulée en 10 ans, de 2007 à 2017, a été de 5,5 % seulement. En Ontario et aux États-Unis, deux régions où, à l'heure actuelle, on juge sévèrement depuis la progression « trop lente » de la productivité, sa hausse cumulée au cours de la décennie a été deux fois plus rapide qu'au Québec, soit 10,5 %. C'est dire toute la faiblesse de la productivité québécoise.

Ainsi donc, la bonne performance comparée du PIB par habitant de 15 à 64 ans du Québec doit beaucoup à l'amélioration de son taux d'emploi, alors que sa productivité n'a, par contre, pas beaucoup augmenté. L'investissement étant le tuyau dans lequel coule le jus du progrès technologique et de la productivité, une partie de l'explication du ralentissement de la productivité du Québec se trouve dans la dégringolade du volume réel d'investissement public (-20 %) et d'investissement privé non résidentiel (-16%) de 2011 à 2015. L'austérité budgétaire provinciale de 2014 et 2015 en a remis par-dessus.

Heureusement, il est fort possible que l'expansion canadienne, la pénurie et le coût croissant de la main-d'œuvre, la crainte de voir le coût du capital bientôt augmenter, le retard technologique accumulé et les attentes ragaillardies sur la croissance requignent l'investissement et la productivité au Québec dans l'avenir. Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais 2017 montre déjà une amélioration bienvenue de la productivité québécoise après deux années de recul absolu.

## **Promouvoir l'éducation, l'emploi et la productivité**

Comment fouetter la performance économique du Québec à partir de maintenant ? Il faut pousser sur l'éducation, le taux d'emploi et la productivité.

On ne le répétera jamais assez : l'objectif fondamental de l'éducation n'est pas mercantile: c'est de former des êtres humains complets. Mais on ne peut négliger le fait qu'elle a une grande valeur économique. Les compétences générales et spécialisées que l'éducation produit sont un facteur déterminant de l'emploi et de la productivité, et donc du revenu et du bien-être des gens. La demande de nouvelles compétences engendrée par l'évolution technologique est en croissance continue. Si l'offre de ces compétences alimentée par le système d'éducation est incapable de suivre le rythme demandé par la technologie, la rareté qui en découle entraîne moins de croissance et plus d'inégalité.

Aujourd'hui, ce n'est plus seulement l'acquisition d'un premier diplôme au plus jeune âge possible qui est nécessaire, mais aussi la persévérance jusqu'à l'obtention d'un diplôme collégial ou universitaire. Faire de cet objectif une priorité individuelle et collective et prendre les moyens pour l'atteindre est essentiel si nous voulons qu'ici, chez nous, l'éducation gagne la course contre le progrès technologique dans laquelle elle est mondialement engagée.

Quant à notre taux d'emploi, à 76 % en 2017, il est parmi les plus élevés des pays avancés. Mais il y a encore moyen de l'augmenter, surtout en favorisant l'activité des 55 à 74 ans qui désirent travailler. Si 54 % des 55 à 74 ans faisaient partie de la population active au Québec (comme au Japon) plutôt que 42 % comme en 2017, le nombre de Québécois actifs serait plus élevé de 260 000. Ce n'est pas rien. Il faudrait voir comment s'y prendre.

Côté productivité, il faut appuyer toute forme d'investissement qui développe ou canalise les avances technologiques et organisatrices, que ce soit par imitation ou par innovation. Et il faut continuer à favoriser la voie des exportations vers l'Europe et les pays émergents, à la fois pour mieux équilibrer notre portefeuille de destinations géographiques et pour bénéficier des contacts internationaux à la frontière technologique.

## **Le « bon exemple » de l'Australie**

L'Australie a suivi cette orientation avec succès depuis 20 ans, en partie guidée par une *Productivity Commission* qui a permis à son gouvernement de garder en tout temps « les deux mains sur le volant » de la productivité. L'expérience australienne (décrite [ici](#)) montre que le rapport avantages-coûts d'un tel organisme a été particulièrement favorable. De 2007 à 2017, le PIB par heure travaillée de l'Australie a progressé non pas de 5,5 % comme au Québec ou de 10,5 % comme en Ontario et aux États-Unis, mais bien de 15 %.

Il m'apparaît souhaitable que le gouvernement du Québec assure la permanence du Conseil consultatif sur l'économie et l'innovation (CCEI) qui a été mis sur pied en octobre 2016 et lui confie un mandat comparable. Le CCEI, selon son mandat, devait « élaborer des propositions concrètes, innovantes et inclusives afin de stimuler l'investissement privé, accroître l'innovation, renforcer la compétitivité du Québec et intensifier l'internationalisation des entreprises québécoises. » C'est exactement ce que les Australiens ont tenté et, en toute apparence, réussi.

## **Résumé**

1. La performance économique d'un territoire proprement dite se mesure par le PIB par habitant de 15 à 64 ans. Le PIB par habitant de tous les âges, lui,

- se rapproche plutôt du « niveau de vie », mesure de bien-être qui est légitime, mais combine des éléments démographiques avec les facteurs économiques. Le PIB par habitant de 15 à 64 ans permet d'éviter la confusion entre économie et démographie.
2. Il importe de faire commencer l'analyse de la performance économique du Québec avant la période de 1970 à 1995, parce que cette dernière a été particulièrement agitée sur le plan économique, politique et social, ce qui a ainsi pu masquer la vraie tendance à long terme.
  3. La performance économique du Québec est comparée ici à celles de trois régions : l'Ontario, les États-Unis et l'ensemble des 5 autres pays du G7.
  4. Telle que mesurée par le PIB par habitant de 15 à 64 ans, la performance économique américaine a outrageusement dominé la période de 1970 à 2017. Dans ce pays, c'est le partage de la richesse, de plus en plus inégal, qui pose problème.
  5. L'infériorité économique initiale du Canada par rapport aux États-Unis (-13 % en 1970) n'a pas disparu depuis 50 ans, mais s'est au contraire creusée encore plus à partir du milieu des années 1980 (-26 % en 2017). Le retard économique croissant par rapport aux États-Unis n'est pas spécifiquement québécois. Il est pancanadien.
  6. Cumulativement de 1970 à 2017, la croissance du PIB par habitant de 15 à 64 ans a été plus rapide dans les 5 autres pays du G7 qu'au Canada et aux États-Unis. Au départ, en 1970, les économies japonaise et européennes accusaient encore un retard important sur l'Amérique du Nord 25 ans après avoir été détruites par la Seconde Guerre mondiale.
  7. En somme, de 1970 à 2007, la croissance cumulée du PIB par habitant de 15 à 64 ans a été à peu près la même dans les deux provinces canadiennes. Mais cette croissance commune a été inférieure à celle des États-Unis et des autres pays du G7.
  8. Depuis 10 ans, de 2007 à 2017, la croissance du PIB par habitant de 15 à 64 ans a ralenti dans les quatre régions observées, mais elle a mieux résisté au Québec qu'ailleurs. Le retard de performance du Québec sur les trois autres régions s'est ainsi atténué plutôt que de s'accroître.
  9. La croissance a été plus rapide au Québec parce que son taux d'emploi a connu une ascension fulgurante, passant de 63 % en 1997 à 76 % en 2017. Cela est surtout attribuable aux mesures québécoises de conciliation travail-famille, qui ont fortement encouragé la participation des jeunes femmes au marché du travail, ainsi qu'à une récession moins profonde au Québec en 2009.
  10. Contrairement à la progression du taux d'emploi, les gains de productivité (PIB par heure travaillée) n'ont pas été fameux au Québec de 2007 à 2017 (+5,5 % en dix ans). L'importance de ce phénomène vient de l'existence d'un lien étroit entre les salaires et la productivité. Faible productivité entraîne faibles salaires.
  11. Le ralentissement de la productivité du Québec s'explique en partie par la dégringolade du volume réel d'investissement public (-20 %) et privé non résidentiel (-16%) de 2011 à 2015, ainsi qu'à l'austérité budgétaire provinciale pratiquée en 2014 et 2015. Heureusement, 2017 a montré une

- amélioration de la productivité québécoise après deux années de recul absolu.
12. On peut espérer améliorer la performance économique du Québec en poussant sur l'éducation, le taux d'emploi et la productivité.
  13. Aujourd'hui, ce n'est plus seulement l'acquisition d'un premier diplôme au plus jeune âge possible qui est nécessaire, mais aussi la persévérance jusqu'à l'obtention d'un diplôme collégial ou universitaire.
  14. Il y a encore moyen d'augmenter le taux d'emploi du Québec, surtout en favorisant l'activité des 55 à 74 ans qui désirent travailler.
  15. La productivité peut s'améliorer si on appuie les investissements publics et privés porteurs et les exportations vers l'Europe et les pays émergents.
  16. Il est souhaitable que le Québec assure la permanence du Conseil consultatif sur l'économie et l'innovation (CCEI) qui a été mis sur pied en octobre 2016 et qu'il lui confie un mandat comparable à celui de la *Productivity Commission* qui a aidé l'Australie à accélérer sa productivité depuis 20 ans.

[http://lactualite.com/lactualite-affaires/2018/04/06/50-ans-de-performance-economique-au-quebec/?utm\\_campaign=daily&utm\\_source=newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_content=article1\\_title](http://lactualite.com/lactualite-affaires/2018/04/06/50-ans-de-performance-economique-au-quebec/?utm_campaign=daily&utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_content=article1_title)

Édité pour la CGAQ par Luc de Bellefeuille, 7 avril 2018